



AFFAIRES



TECHNOLOGIES
APPLE DÉVOILE
SES NOUVEAU-NÉS
PAGE 6

↓ S&P TSX
12 824,48
-30,16 (-0,23%)

↑ S&P 500
1683,99
+12,28 (+0,73%)

↑ DOW JONES
15 191,06
+127,94 (+0,85%)

↓ PÉTROLE
107,39\$US
-2,13\$US (-1,94%)

↑ DOLLAR
96,64¢US
+0,24¢US



DES PIPELINES SOUS LA LOUPE

Deux projets, des retombées différentes

Alors que TransCanada affirme que son futur pipeline entre l'Alberta et le Nouveau-Brunswick fera pleuvoir emplois et retombées économiques partout au Canada, Enbridge soutient que l'objectif de son projet d'inversion du pipeline 9B n'est pas de créer des emplois, mais de maintenir ceux qui existent dans les deux raffineries qui restent au Québec.

PLUS LA CHRONIQUE DE JEAN-PHILIPPE DÉCARIE À LIRE EN PAGES 2 ET 3

PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, ARCHIVES LA PRESSE



CHINE
L'ÉCONOMIE MONTRE DES SIGNES
ENCOURAGEANTS
PAGE 7

PHOTO KIM KYUNG-HOON, REUTERS



FERMETURE DE
MAGASINS SYNDIQUÉS
COUCHE-TARD
VISAIT
L'EFFICACITÉ
PAGE 5

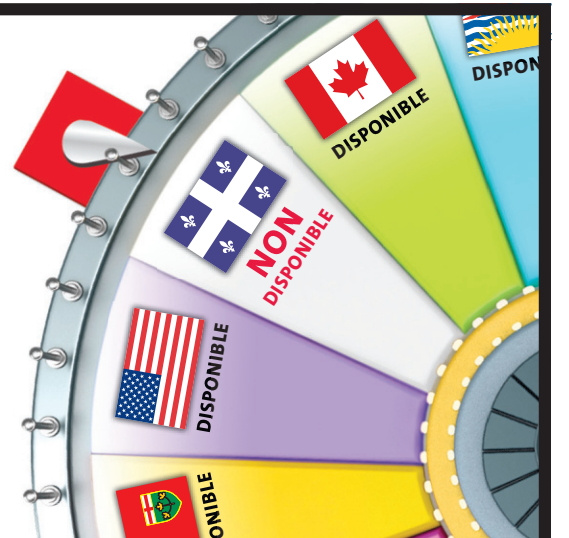
PHOTO ANNE GAUTHIER, ARCHIVES LA PRESSE

Les Québécois méritent les mêmes chances que tout le monde.

La bendamustine, utilisée contre certains lymphomes, est disponible en Europe, aux États-Unis et bientôt, partout au Canada... **sauf au Québec.**

Il faut que ça change! Tous devraient avoir les mêmes chances de vaincre cette maladie. **Nous vous demandons d'agir en réclamant l'accès à ce traitement au Québec!**

Téléphonez au 514-245-1474 ou visitez le www.memeschances.ca



LA PRESSE AFFAIRES

L'industrie du raffinage en jeu

Il s'agit d'une question de survie, selon Al Monaco, PDG d'Enbridge, de passage à Montréal pour promouvoir son projet de renversement de pipeline

HÉLÈNE BARIL

Le principal bénéficiaire du renversement du pipeline d'Enbridge ne sera pas la création d'emplois, mais la survie de l'industrie du raffinage au Québec, a soutenu hier son président-directeur général, Al Monaco.

Invité de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, M. Monaco en a profité pour répondre aux opposants qui soutiennent que son projet n'aura que très peu de retombées économiques pour le Québec.

« Je ne suis pas ici pour vous dire que nous allons créer des milliers d'emplois. Il s'agit principalement d'assurer la survie de l'industrie du raffinage au Québec », a-t-il dit.

M. Monaco n'était pas seul pour sa première apparition publique à Montréal. Les dirigeants des deux dernières raffineries québécoises, celles d'Ultramar et de Suncor, le président et chef de la direction de la Caisse de dépôt et placement, Michael Sabia, les représentants du patronat et ceux des travailleurs étaient sur place pour signifier leur appui au projet.

Enbridge a inversé une partie de son pipeline entre l'Alberta et l'Ontario pour amener du brut de l'Ouest dans la province voisine. L'entreprise veut faire la même chose pour la partie du tuyau qui passe au Québec, pour approvisionner les raffineries de Montréal et de Lévis.

Selon Daniel Cloutier, un syndiqué de Suncor à Montréal, l'avenir est à risque parce que la raffinerie doit acheter du pétrole importé plus cher que le pétrole canadien. « On est beaucoup moins attrayants qu'on l'était pour les investissements, a-t-il souligné. On ne veut pas voir disparaître une autre raffinerie, ce serait désastreux. »

Besoin de tuyaux

Al Monaco ne considère pas le projet de pipeline de TransCanada comme concurrent à celui d'Enbridge. Le pipeline que veut construire TransCanada nécessiterait des investissements de 12 milliards et 6 années de construction.

« Nous avons besoin de tous les tuyaux proposés », estime-t-il.

Suncor, qui a l'intention de cesser d'importer du pétrole pour approvisionner sa raffinerie de Montréal, s'intéresse d'ailleurs au futur pipeline de TransCanada pour compléter ses approvisionnements en



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Le PDG d'Enbridge, Al Monaco, soutient que son entreprise a changé depuis le déversement survenu au Michigan en 2010. « Cela a fait de nous une meilleure entreprise », a-t-il dit.

pétrole canadien. En attendant, une partie de ses approvisionnements viendra par train, a indiqué son vice-président, Jean Côté.

Enbridge a une longueur d'avance sur TransCanada. Son projet, connu sous le

nom de Ligne 9B, ne nécessite aucune construction et pourrait être prêt dès la fin de 2014, si l'Office national de l'énergie lui donne son aval.

Il coûtera 110 millions, a indiqué hier Enbridge pour la première fois.

Son président soutient que l'âge du pipeline, soit 38 ans, ne devrait pas être un sujet d'inquiétude. « La

clé, c'est l'entretien. Il peut durer encore plusieurs décennies, à condition d'être bien entretenu. »

Al Monaco a soutenu que depuis le déversement majeur survenu au Michigan en 2010, son entreprise avait

changé. « Cela a fait de nous une meilleure entreprise », a-t-il dit, précisant que le nombre de ressources pour le contrôle et l'entretien des pipelines a été multiplié par deux.

Le patron d'Enbridge a dit apprécier l'ouverture du gouvernement du Québec envers le projet d'inversion de la Ligne 9B.

L'INDUSTRIE PÉTROCHIMIQUE AU QUÉBEC

2

Nombre de raffineries, soit Suncor à Montréal et Ultramar à Lévis

370 000

Nombre de barils raffinés par jour

20%

Pourcentage de la capacité de raffinage du Canada

48

Nombre d'entreprises pétrochimiques, dont ParaChem, Selenis, Cepsa

4000

Nombre d'emplois liés à cette industrie

PROJET D'OLÉODUC ÉNERGIE-EST

Des retombées de 35 milliards, affirme TransCanada



PHOTO ARCHIVES REUTERS

HÉLÈNE BARIL

Au lendemain de la publication d'une étude de l'IRIS qui conclut que le projet d'inversion du pipeline d'Enbridge aura très peu de retombées économiques au Québec, TransCanada Corporation, qui pilote un projet de nouveau pipeline entre l'Alberta et le Nouveau-Brunswick, défend les retombées de son projet. L'entreprise s'appuie sur une étude de Deloitte pour affirmer que son nouveau pipeline aura un effet de levier important sur le produit intérieur brut et l'emploi dans toutes les provinces canadiennes, y compris au Québec.

LE PROJET ÉNERGIE-EST

4400 km

Longueur du pipeline dont 1400 kilomètres de nouvelles canalisations

12 milliards

Coût du projet

2017-2018

Année de mise en service prévue

RETOMBÉES ÉCONOMIQUES

Selon la firme Deloitte, le projet fera augmenter le produit intérieur brut du Canada de 35,3 milliards pendant la période de construction et la durée de vie du pipeline, estimée à 40 ans. Le Québec est la troisième province qui bénéficierait le plus de cette augmentation de l'activité économique.

Ontario : + 13 milliards
Alberta : + 7,8 milliards
Québec : + 6,3 milliards
Nouveau-Brunswick : + 2,8 milliards

EMPLOIS

Le projet générerait 10 000 emplois directs au pays, dont 2300 pendant la phase de développement (2013-2015) et 7700 durant sa construction (2016-2018). Le Québec, qui n'est pas très enthousiaste envers le projet de TransCanada, serait le principal bénéficiaire de cette création d'emplois, selon l'étude. Quelque 1000 emplois supplémentaires seraient créés pour l'exploitation du pipeline.

Emplois directs créés :
Québec : 3500
Ontario : 2271
Alberta : 1642
Nouveau-Brunswick : 1427

IMPÔTS ET TAXES

Impôts et taxes qui seraient versés aux gouvernements sur une période de 40 ans

10,2 milliards

Total des impôts et taxes générés par le projet

Ontario : 3,3 milliards
Alberta : 2,2 milliards
Québec : 2 milliards
Saskatchewan : 821 millions
Nouveau-Brunswick : 694 millions

LA PRESSE AFFAIRES SECTEUR DE L'ÉNERGIE

À la conquête de l'Est



JEAN-PHILIPPE
DÉCARIE
CHRONIQUE

En plein blitz médiatique, les deux entreprises albertaines Enbridge et TransCanada ont monopolisé l'actualité économique montréalaise hier et réussi à rallier un consensus certain dans le monde des affaires autour de leur projet respectif d'oléoduc pour acheminer le pétrole de l'Ouest vers les raffineries du Québec et du Nouveau-Brunswick.

Depuis le début de l'été, on a l'impression que la vie économique au pays ne fonctionne plus qu'en mode bi-industriel, alors qu'il n'a pratiquement été question que de téléphonie sans fil et de transport de produits pétroliers.

On a beaucoup parlé de l'industrie du sans-fil en raison de la venue possible du géant américain Verizon dans le marché canadien et du braquage que cette éventualité a suscité chez les trois gros acteurs de l'industrie. La pénible sortie de crise du fabricant BlackBerry a elle aussi généré son lot de nouvelles hebdomadaires.

Depuis la tragédie de Lac-Mégantic, survenue le 6 juillet dernier, c'est toutefois la polémique entourant le transport des produits pétroliers qui a occupé le devant de la scène dans l'actualité.

On a soudainement pris conscience que le recours sans

cesse grandissant au transport ferroviaire pour amener cette matière première stratégique vers les marchés à forte demande comportait des risques que le terrible accident de Lac-Mégantic a violemment mis en évidence.

C'est dans ce contexte très particulier qu'Enbridge et TransCanada – qui planchaient déjà depuis plusieurs années sur leur projet de construire ou de modifier un pipeline pour transporter le pétrole albertain vers l'est du pays – sont devenus depuis peu les promoteurs actifs de ces nouvelles initiatives.

La réalisation du pipeline de 4500 kilomètres qui impliquera la mise en place d'un nouveau tronçon reliant Montréal à Saint-Romuald, puis à Saint-Jean (Nouveau-Brunswick) nécessitera des investissements de 12 milliards.

TransCanada a officiellement annoncé, le 1^{er} août, qu'elle voulait aller de l'avant avec son projet Oléoduc Énergie Est, un pipeline de 4500 kilomètres qui pourra transporter 1,1 million de barils de pétrole brut par jour de l'Alberta jusqu'à Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick.

Enbridge, pour sa part,

souhaite depuis un bout de temps déjà renverser le flux de son pipeline numéro 9 entre Sarnia, en Ontario, et Montréal pour y faire circuler du pétrole albertain plutôt que de transporter du pétrole importé de Montréal vers l'Ontario.

Al Monaco, PDG d'Enbridge, était donc de passage au Québec hier, à la tribune de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, pour faire la promotion de la nouvelle vocation de son oléoduc. La société albertaine attend l'autorisation de l'Office national de l'énergie avant de mettre en branle son projet de conversion, ce qui devrait se faire au début de l'an prochain.

Les patrons applaudissent

La sortie publique montréalaise de M. Monaco a été courue par les responsables d'à peu près toutes les associations patronales québécoises.



PHOTO MATHIEU BÉLANGER, ARCHIVES REUTERS

Depuis la tragédie de Lac-Mégantic, survenue le 6 juillet dernier, c'est la polémique entourant le transport des produits pétroliers qui a occupé le devant de la scène dans l'actualité.

des résultats d'une étude de retombées économiques qu'avait commandée la corporation TransCanada à la firme Deloitte&Touche pour son projet Oléoduc Énergie Est et qui a été dévoilée hier.

Selon cette étude, la réalisation du pipeline de 4500 kilomètres qui impliquera la mise en place d'un nouveau tronçon reliant Montréal à Saint-Romuald, puis à Saint-Jean (Nouveau-Brunswick) nécessitera des investissements de 12 milliards de dollars.

Le Québec profitera de la création de 7300 emplois directs et indirects durant les 5 années de construction de l'oléoduc sur son territoire et de 300 emplois directs et indirects durant les 40 premières années d'exploitation du pipeline.

Selon Deloitte, les différents ordres de gouvernement au Québec bénéficieront de

retombées fiscales de 2 milliards au cours des 40 prochaines années.

Cette étude fort positive sur les retombées du projet de TransCanada et la sortie montréalaise du PDG d'Enbridge confirment donc que les deux entreprises albertaines sont maintenant bien sur le mode conquête du marché de l'Est canadien.

Si la tragédie de Lac-Mégantic les avait forcées à observer une certaine réserve quant aux objectifs qu'elles caressaient, il n'est plus question pour elles de cacher leurs intentions.

Si elles veulent toutefois que leur projet passe l'étape cruciale de l'acceptabilité sociale, elles devront faire œuvre de pédagogie pour bien expliquer en quoi les Québécois trouveront un avantage à consommer du pétrole albertain plutôt qu'algérien ou vénézuélien.

L'accalmie du dossier syrien fait chuter le brut

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Les prix du pétrole new-yorkais ont clôturé en nette baisse hier alors que s'affirmait l'espoir d'une solution diplomatique en Syrie permettant d'éviter le recours à une action militaire susceptible de troubler fortement la production de brut au Moyen-Orient.

Le baril de *light sweet crude* (WTI) pour livraison en octobre a cédé 2,13 \$US au New York Mercantile Exchange (NYMEX) pour s'établir à 107,39 \$US.

À Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre a terminé à 111,25 \$US sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 2,47 \$US par rapport à la clôture de lundi.

Le marché « a sans conteste été guidé par les nouvelles informations sur la Syrie, à savoir l'essor de solutions alternatives au largage de roquettes sur le pays », selon James Williams, de WTRG Economics.

La Syrie ne produit que quelques dizaines de milliers de barils de brut par jour, mais les marchés craignent qu'une intervention militaire ne déstabilise l'ensemble du Moyen-Orient, qui représente 35 % des exportations pétrolières mondiales.

Autre raison favorisant la baisse du prix du brut selon M. Kilduff: « On continue d'entendre des rumeurs sur un possible retour imminent du pétrole libyen sur le marché. »

Hausse de la production

La production de brut libyen, perturbée par un conflit entre le gouvernement et les gardes des installations pétrolières, a en effet chuté ces dernières semaines à moins de 100 000 barils par jour alors qu'elle s'établit, hors période de conflit, autour de 1,5 à 1,6 million de barils par jour.

Ces facteurs reléguent au second plan des données confirmant une embellie de l'économie chinoise, deuxième consommatrice mondiale d'or noir, qu'il s'agisse d'une progression marquée de la pro-

« Tout se met en place pour qu'une intervention militaire soit évitée, et même si on peut s'attendre à traverser une période alternant espoirs de sortie de crise et durs rappels à la réalité, cela fait baisser les prix du brut. »

— John Kilduff, d'Again Capital

La Russie a provoqué un coup de théâtre lundi en annonçant avoir proposé à ses alliés syriens de placer leur stock d'armes chimiques sous contrôle international et de le détruire, une proposition acceptée par Damas hier et accueillie favorablement par Washington.

« Tout se met en place pour qu'une intervention militaire soit évitée, et même si on peut s'attendre à traverser une période alternant espoirs de sortie de crise et durs rappels à la réalité, cela fait baisser les prix du brut », a relevé John Kilduff, d'Again Capital.

« On va devoir attendre pour voir si [la proposition russe] est couronnée de succès, peut-être plusieurs semaines, mais on est en train de perdre la prime de risque géopolitique » qui a fait récemment grimper le prix du baril de brut new-yorkais à son plus haut en deux ans, a renchéri M. Williams.

duction industrielle ou d'une hausse importante des ventes au détail, a remarqué Matt Smith, de Schneider Electric.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a par ailleurs légèrement révisé à la hausse ses prévisions de demande mondiale de pétrole pour 2013 et l'année suivante, rassurée notamment par une embellie du marché automobile en Europe.

Mais, selon M. Kilduff, ce changement est trop mineur par rapport à l'évolution de la situation en Syrie pour avoir un impact réel sur le marché.

Les investisseurs attendent désormais la publication aujourd'hui du rapport hebdomadaire des autorités américaines sur l'état des réserves de brut dans le pays. La semaine dernière, les stocks de brut avaient reculé de 1,8 million de barils, à leur plus faible niveau depuis février 2012.

ÉVÉNEMENT DE 3 JOURS CHEZ LEXUS

Du 11 au 13 septembre seulement

Nos
taux
de location et de financement
les plus bas de l'année*

Incitatifs comptants allant jusqu'à
4 000 \$**

PLUS

OBTENEZ SANS FRAIS
Protection Extra-Attentive de
48 mois ou 100 000 km[†]

CARTE D'USURE
PROGRAMME D'USURE
EXCESSIVE[‡]

SERVICE D'ENTRETIEN DE
24 MOIS ou 40 000 km inclus[§]

Ne manquez pas cette offre.
Mercredi, jeudi et vendredi de 9 h à 21 h.

CONCESSIONNAIRES DE LA RÉGION DE MONTRÉAL

<p>LEXUS GABRIEL lexusgabrielle.com SAINT-LAURENT 514 747-7777</p>	<p>LEXUS PRESTIGE lexusprestige.com BROSSARD 450 923-7777</p>	<p>SPINELLI LEXUS POINTE-CLAIRE spinellilexus.com POINTE-CLAIRE 514 694-0771-1877 694-0771</p>
<p>PARK AVENUE LEXUS SAINT-JULIE lexussaintjulie.com SAINT-JULIE 450 922-1833</p>	<p>LEXUS LAVAL lexuslaval.ca LAVAL 450 686-2710-1800 625-3987</p>	<p>SPINELLI LEXUS LACHINE spinellilexus.com LACHINE 514 634-7171-1800 352-6111</p>

Les offres de l'Événement de 3 jours chez Lexus sont valides uniquement pour les clients au détail admissibles chez les concessionnaires Lexus participants du 11 au 13 septembre 2013. Les concessionnaires Lexus sont libres d'établir leurs prix à leur discrétion. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être nécessaire. Les offres peuvent être modifiées sans préavis. * Les taux de location et de financement les plus bas de l'année sont offerts sur la plupart des modèles neufs 2013 de Lexus. Consultez votre concessionnaire pour connaître tous les détails. Les offres de location et de financement sont offertes par l'entremise de Lexus Services Financiers et sont conditionnelles à l'approbation du crédit des clients au détail admissibles. ** L'incitatif comptant de 4 000 \$ est offert sur certains modèles neufs 2013 de Lexus. Consultez votre concessionnaire pour connaître tous les détails. Les incitatifs comptants offerts par Lexus Canada ne peuvent être combinés à d'autres taux de location ou de financement spéciaux offerts par Lexus Services Financiers. † Consultez votre concessionnaire pour connaître tous les détails et les restrictions concernant l'offre sans frais de la Protection Extra-Attentive de 48 mois ou 100 000 km, de la « Carte d'usure » du programme d'usure excessive ou du service d'entretien de 24 mois ou 40 000 km. Les clients doivent choisir l'une de ces offres. Pour obtenir plus de détails sur la Protection Extra-Attentive, consultez le lexus.ca (sous l'onglet Pièces et Service).

LA PRESSE AFFAIRES

Les Québécois moins productifs depuis 150 ans



FRANCIS VAILLES
CHRONIQUE

Le niveau de vie des Québécois est plus faible que celui des Ontariens par une marge de 6160\$ par habitant. Toutes sortes d'explications, à gauche et à droite, ont été avancées pour justifier cet écart du produit intérieur brut (PIB) par habitant, mais les faits sont têtus: les Québécois sont globalement plus pauvres que leurs voisins, c'est indéniable.

Or, une étude publiée hier soutient que ce retard n'est pas récent. De fait, le Québec produit moins de revenus par habitant que son voisin depuis au moins 1870, soit presque 150 ans.

L'étude a été réalisée par Vincent Geloso pour le compte du Centre sur la productivité et la prospérité de HEC Montréal. Vincent Geloso est l'auteur du livre controversé *Du grand rattrapage au déclin tranquille*, qui soutient que la Révolution tranquille n'a pas fait progresser économiquement le Québec. L'historien économique, qui poursuit son doctorat à la London School of Economics, revient à la charge avec cette étude.

Cette fois, sa recherche porte

plus précisément sur la productivité du Québec depuis son entrée dans la Confédération canadienne. Cette notion de productivité est loin des préoccupations des Québécois, mais elle est cruciale pour le niveau de vie d'une nation.

La productivité est le volume produit par heure travaillée (ou par habitant). Plus un pays, ses entreprises et ses services gouvernementaux produisent de biens par heure travaillée, plus ils sont riches et plus le niveau de vie global augmente. Il n'est pas question de travailler plus, mais d'être plus efficace, de mieux utiliser la technologie, d'être mieux formé.

Vincent Geloso a fouillé les statistiques pour constater que les Québécois n'ont jamais vraiment rattrapé les Ontariens depuis 150 ans. Par exemple, en 1890, le revenu réel par habitant au Québec équivalait à 65% de celui des Ontariens. Le Québec a eu des hauts et des bas, mais au début de la Seconde Guerre, le revenu par habitant au Québec était toujours moindre, soit environ 74% de celui des Ontariens.

Selon le chercheur, c'est durant l'ère de Maurice

Duplessis que le Québec a comblé une plus grande part de l'écart. Le revenu personnel par habitant est ainsi passé de 75% de celui des Ontariens en 1946 à environ 82% en 1960. Le rattrapage s'est poursuivi par la suite (92% en 1976), mais M. Geloso attribue une bonne part de ce bond à la croissance importante des transferts fédéraux vers le Québec.

Depuis 1976, le niveau de vie du Québec a stagné par rapport à celui de l'Ontario. En tenant compte de la taille des ménages, estime le chercheur, le revenu par individu est resté

Il déplore aussi la réglementation excessive dans les secteurs agricole et de la construction, de même qu'une fiscalité trop imposante. Il juge les lois du travail trop rigides et la présence syndicale trop forte, ce qui nuit à la création d'emplois. «Le modèle québécois n'a pas livré les fruits qu'on prétend», dit-il au téléphone.

Il rappelle que la proportion de Québécois titulaires d'un baccalauréat demeure moindre qu'en Ontario (niveau stable équivalant à 80% de celui des Ontariens depuis 25 ans).

Selon Vincent Geloso, historien économique, la présence plus grande de l'État dans l'économie depuis les années 60 nuit à la productivité, l'État étant moins efficace que le privé pour produire un même bien.

stable, à 78% de celui des Ontariens.

Vincent Geloso attribue au «modèle québécois» ce fossé de 22%. Selon lui, la présence plus grande de l'État dans l'économie depuis les années 60 nuit à la productivité, l'État étant moins efficace que le privé pour produire un même bien. Par exemple, si le Québec ramenait ses subventions aux entreprises au même niveau relatif que celui de l'Ontario, il économiserait 3 milliards de dollars, dit-il.

Le constat de Vincent Geloso est choquant. Le chercheur juge que le Québec n'aurait pas dû adopter plusieurs de ces mesures de la Révolution tranquille.

Certes, plusieurs pourraient être remises en question. Toutefois, M. Geloso omet de considérer sérieusement l'impact des différences culturelles des Québécois sur leurs choix, et notamment l'effet de l'omniprésence des valeurs judéo-chrétiennes de l'Église sur l'économie du Québec entre 1870 et 1980.

Il minimise l'impact de la décision des francophones de s'autodéterminer. Dans les années 60, l'émancipation des Québécois passait par l'État. Dans les années 70, la protection de la langue a mené à la loi 101, que peu remettent en doute aujourd'hui. Ces choix démocratiques ont été légitimes, mais ils ont coûté très cher.

Entre 1976 et 1985, entre 24 000 et 45 000 anglophones ont quitté le Québec chaque année. Le départ de ces quelque 300 000 personnes, souvent instruites et bien nanties, a sans nul doute retardé le rattrapage du Québec en matière de productivité.

Aujourd'hui, la spécificité québécoise continue d'influer sur l'économie. Aucune autre région nord-américaine, par exemple, n'a connu autant de manifestations depuis 50 ans.

Une chose est certaine, néanmoins: peu importe le passé et la culture, le Québec doit s'attaquer sans tarder à la productivité et être plus brillant, efficace, innovateur que ses voisins. Même le péquiste Nicolas Marceau, ministre des Finances, en a fait état dans un discours devant une assemblée d'économistes, la semaine dernière. Alors, on fonce?

L'étude est disponible à l'adresse: http://cpp.hec.ca/cms/assets/documents/recherches_publiees/PP_2013_02.pdf

ADM AGRI-INDUSTRIES

Cadeau de 1 million de Québec

LA PRESSE CANADIENNE

Le gouvernement du Québec versera une subvention de 1 million de dollars à ADM Agri-Industries, filiale des Minoteries ADM, à Montréal.

Cette aide financière, allouée par l'entremise d'Investissement Québec, visait l'acquisition de nouveaux équipements de production, a affirmé hier la ministre déléguée à la Politique industrielle et à la Banque de développement économique du Québec, Éline Zakaïb.

De son côté, le député de Sainte-Marie-Saint-Jacques,

Daniel Breton, a estimé que l'appui du gouvernement permettait de préserver 75 emplois dans la région.

La minoterie ADM, aussi appelée le Moulin Royal, exploite trois moulins pour la fabrication de farine de blé et de semoule. Sa capacité quotidienne de production est de 900 tonnes métriques.

Le projet de revitalisation de la minoterie, qui a exigé des investissements de plus de 20 millions, visait principalement le remplacement du moulin à farine numéro 2 par une nouvelle unité complètement automatisée.

ÉTATS-UNIS

Le Congrès doit agir vite sur la dette, selon Jacob Lew

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Le secrétaire américain au Trésor, Jacob Lew, a rappelé hier au Congrès américain l'importance de relever à temps le plafond de la dette «pour éviter une perturbation de l'économie et des marchés financiers».

Intervenant au cours d'une réunion à huis clos du Conseil de surveillance de la stabilité financière (FSOC) au Trésor, M. Lew a souligné l'importance pour le Congrès «d'agir à temps pour éviter

une perturbation de l'économie comme des marchés», a indiqué le Trésor dans un communiqué.

Le FSOC, chargé de la mise en place de la régulation financière, est constitué des dirigeants des divers régulateurs américains, notamment la Banque centrale américaine (Fed) et la Compagnie fédérale d'assurance des dépôts bancaires américains (FDIC).

Le plafond de la dette fait depuis deux ans l'objet d'une intense bataille à Washington. Majoritaires à la Chambre

des représentants, les républicains ont jusqu'à présent refusé de relever durablement le plafond d'endettement. Pour éviter de dépasser sa limite actuelle de quelque 16 700 milliards US, le Trésor a eu recours à des mesures exceptionnelles (suspension d'investissements dans des fonds de retraite publics).

Ces mesures devaient atteindre leur limite à la mi-octobre. «Le Congrès doit agir avant la mi-octobre» afin de «supprimer la menace d'un défaut de paiement», avait indiqué M. Lew à la fin d'août.

AFFAIRES

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

50 000 \$ ET PLUS À INVESTIR. Développeur immobilier Raymond Poirier 514-795-4897

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE est à la recherche de terrains pour construire des maisons unifamiliales, des semi-détachés et des condominiums. Possibilité de partenariat. Contactez le 514 809-3318 ou info@whitlockwest.com

Vous croyez avoir une occasion d'affaires en immobilier ou autre. Mais pas les fonds nécessaires pour en profiter. Nous pouvons vous aider, 514-947-4949

AVIS
Nos annonceurs sont priés de noter que toutes leurs annonces doivent être publiées en conformité avec la Loi sur la protection du consommateur, article 242, qui stipule :
«Aucun commerçant ne peut, dans un message publicitaire, omettre son identité et sa qualité de commerçant.»

714 FRANCHISES

The UPS Store
SÉMINAIRE GRATUIT SUR LE FRANCHISAGE
Mardi 17 septembre, 19h à 21h
Montréal Marriott Château
1 Place du Canada, Montréal
Inscrivez-vous au 1.800.661.6232 ou à www.theupsstoreseminaire.ca
Les places sont limitées!
Réservez la vôtre dès aujourd'hui!

715 FINANCEMENT

1-514-241-7000 **Sécur Finance**
Prêts hyp.: rés., locatifs, comm., construction
www.securfinance.com
1^{ère} / 2^e HYPOTHÈQUE ET CONSTRUCTION
Commercial • Industriel • Résidentiel
DENCOL, 514-342-1356 (agent protégé)
solutionpretsaaa.com
Prêts de 500\$ et +. Sans enquête de crédit.
1-855-791-9552 ou info@solutionpretsaaa.com

Canadian Tire espère tirer 263,5 millions d'un fonds de placement

LA PRESSE CANADIENNE

La société Canadian Tire espère tirer 263,5 millions de dollars du premier appel public à l'épargne de son nouveau fonds de placement immobilier.

Dans un prospectus déposé hier, la Fiducie de placement immobilier Canadian Tire a affirmé vouloir proposer 26,4 millions de parts à 10\$ l'unité.

Canadian Tire a fait part en mai de son intention de créer une fiducie de placement

immobilier de 3,5 milliards, cette année, pour concrétiser la valeur de son portefeuille de biens immobiliers.

La nouvelle fiducie proposée fera l'acquisition de la majorité des actifs immobiliers de la société, y compris 255 magasins situés dans l'ensemble du Canada et un centre de distribution. Cela représente 72% des immeubles actuellement détenus par Canadian Tire.

La société prévoit conserver une participation de 80

à 90% dans la fiducie, les autres unités devant être proposées dans le cadre d'un premier appel public à l'épargne.

Canadian Tire exploite plus de 1700 magasins de détail et postes d'essence à la grandeur du pays, incluant des magasins Canadian Tire et d'autres enseignes comme Sport Chek, Hockey Experts, Sports Experts, National Sports, Intersport, Pro Hockey Life et Atmosphere.

À L'AGENDA

■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

AUJOURD'HUI
Commerce de gros juillet: **0,5%**
(É.-U.) juin: **0,4%**
Dollarama BPA 2T: **78¢**

LUNDI 16 SEPTEMBRE
Indice Empire manufacturier sept.: **8,75**
(É.-U.) août: **8,24**
Production industrielle août: **0,5%**
(É.-U.) juillet: **0,0%**

Source: Bloomberg

POUR NOUS JOINDRE

DEMAIN
Transcontinental BPA 3T: **37¢**
Lululemon Athletica BPA 2T: **35¢**
HBC BPA 2T: **13¢**
BRP BPA 2T: **5¢**
Transat AT BPA 3T: **39¢**

MARDI 17 SEPTEMBRE
Ind. des prix à la consommation (É.-U.) août: **0,2%**
juillet: **0,2%**
Adobe BPA 3T: **34¢US**
FactSet Research BPA 4T: **1,19\$US**

VENDREDI 13 SEPTEMBRE
Ind. de confiance du Michigan (É.-U.) sept.: **82,0**
août: **82,1**
Indice des prix à la production (É.-U.) août: **0,2%**
juillet: **0,0%**

MERCREDI 18 SEPTEMBRE
Mises en chantier résidentielles (É.-U.) août: **2,4%**
juillet: **5,9%**
FedEx BPA 1T: **1,51\$US**
Oracle BPA 1T: **56¢US**
General Mills BPA 1T: **70¢US**

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresse.ca

SUDOKU

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations: www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

	1	7	9					
		9	3	1			5	
							1	4
	4		8		9			
9			2					
		6			5	4		8
6					3		4	
2				9		8	7	5
7			5				6	

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

7	5	1	2	9	6	3	8	4
3	8	2	1	4	7	5	9	6
4	9	6	5	8	3	1	2	7
9	2	7	6	3	5	8	4	1
5	3	4	8	1	2	6	7	9
1	6	8	9	7	4	2	3	5
8	1	5	4	2	9	7	6	3
2	4	3	7	6	1	9	5	8
6	7	9	3	5	8	4	1	2

Niveau de difficulté : DIFFICILE

2689

Par Fabien Savary

2688

Couche-Tard dit avoir fermé ses dépanneurs par souci d'efficacité

MARIE-EVE FOURNIER

En fermant ses dépanneurs des rues Saint-Denis (angle Beaubien) et Jean-Talon (coin D'Iberville), Alimentation Couche-Tard n'a agi qu'avec une seule intention: «gérer efficacement son réseau», a plaidé l'avocat de l'entreprise devant la Commission des relations du travail (CRT), hier.

M^e Benoît Larose a insisté sur le fait que Couche-Tard est une entreprise décentralisée qui fonctionne avec des *business units*, un modèle d'affaires qu'il estime incompris. «Ça veut dire que chaque unité d'affaires doit atteindre ses objectifs financiers. Or, ça dit dans les journaux que la CSN négocie avec Couche-Tard, qui fait de l'argent. Nous devons toujours rétablir les faits: la CSN négocie avec un dépanneur, pas avec une compagnie présente aux États-Unis et ailleurs dans le monde.»

Le point de vue de Couche-Tard a mis fin aux deux journées de plaidoiries dans cette affaire hautement médiatisée depuis 18 mois. On devrait donc savoir d'ici 90 jours si Couche-Tard est reconnue coupable d'avoir violé le Code

plaintes (les deux fermetures et la vidéo dans laquelle le président, Alain Bouchard, s'adresse à ses employés).

«On ne peut pas prétendre que les actions de Couche-Tard ont enfreint le Code du travail», a soutenu M^e Larose,

n'étaient pas précipitées, mais bel et bien envisagées depuis un certain temps. Pour mesurer la rentabilité de ses dépanneurs, l'entreprise de Laval utilise le bénéfice avant intérêts et impôts (EBIT, en anglais). «L'EBIT sur Jean-Talon plongeait de façon importante, il était bas, instable, chancelant», a affirmé Benoît Larose. Dans ce contexte, les hausses de salaire demandées par le syndicat étaient «trop élevées».

Rue Saint-Denis, «il y avait des frais fixes qui ne pouvaient être réduits d'aucune façon. Alors, il ne restait qu'une seule option: fermer», a indiqué l'avocat, faisant allusion au loyer que Couche-Tard aurait tenté en vain de renégocier à la baisse.

Face aux critiques sur la façon dont les établissements ont été fermés (sans que les employés soient prévenus), M^e Larose a jugé que c'était un élément «non pertinent». «C'est fait le soir d'une façon efficace

« Nous devons toujours rétablir les faits: la CSN négocie avec un dépanneur, pas avec une compagnie présente aux États-Unis et ailleurs dans le monde. »

— M^e Benoît Larose, avocat de Couche-Tard

du travail en fermant deux dépanneurs, d'avoir entravé le travail du syndicat, d'avoir intimidé des employés et de les avoir menacés. Le commissaire Alain Turcotte n'exclut toutefois pas la possibilité de demander une prolongation, vu la complexité de l'affaire qui englobe trois

invitant le juge à ne pas «tomber dans le piège de l'inférence», à ne pas «overlaper les événements» et à s'en tenir aux faits.

Situation financière

Pour justifier les fermetures à l'origine du litige, Couche-Tard a voulu démontrer qu'elles

et efficace. On ne peut pas, avec des camions, faire ça en pleine heure de pointe.»

Liberté d'expression

En ce qui concerne la vidéo dans laquelle Alain Bouchard affirme que «tous les scénarios devraient être envisagés» advenant «l'augmentation importante des coûts causée par un syndicat», le représentant de Couche-Tard a fait valoir que le PDG avait le droit de s'adresser à ses employés et qu'il ne les a jamais menacés. «Deux droits s'affrontent: le droit d'association et la liberté d'expression», a-t-il résumé.

L'avocat a par ailleurs reproché à la CSN, qu'il a qualifiée de «machine capable de gérer l'opinion publique», d'avoir utilisé les médias comme «des alliés puissants».

Couche-Tard est le plus important exploitant de dépanneurs au Canada et aux États-Unis avec 6198 points de vente et 60 000 employés. L'entreprise compte aussi 2287 stations-service en Europe et 4200 magasins franchisés en Asie. Pour le trimestre terminé le 21 juillet, les ventes ont atteint 8,9 milliards de dollars (+ 48 %), et le bénéfice net s'est chiffré à 255 millions (+ 147,8 %).

HYUNDAI GABRIEL
HYUNDAI PRESTIGE
HYUNDAI PRÉSIDENT

GENESIS

2013

HYUNDAI
NOUVELLES IDÉES.
NOUVELLES POSSIBILITÉS

GARANTIE
5 ANS
100 000 KM
GARANTIE GLOBALE LIMITÉE

LOUEZ À PARTIR DE
431\$ POUR 60 MOIS**
0\$ COMPTANT
FRAIS, LIVRAISON ET DESTINATION INCLUS

INCLUANT
3 500\$
EN AJUSTEMENT DE PRIX**

OU OBTENEZ DU FINANCEMENT*
À L'ACHAT À PARTIR DE
0%
JUSQU'À 84 MOIS

HYUNDAI GABRIEL
7020, Henri-Bourassa Est
Anjou, QC H1E 7K7
(514) 329-7777
www.hyundaigabriel.com

HYUNDAI PRESTIGE
6435, Saint-Jacques ouest
Montreal, QC H4B 1V2
(514) 252-7777
www.hyundaiprestige.com

HYUNDAI PRÉSIDENT
4600B, boul. Saint-Jean
D.D.O., QC H9H 2A6
(514) 624-7777
www.hyundaipresident.com

MC Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à Hyundai Auto Canada Corp. Prix du modèle montré: Genesis 2013 5.0L R-Spec à 55 374 \$. Frais de 115 \$ (taxe de 15 \$ sur les pneus et taxe de 100 \$ sur le climatiseur), livraison et de destination de 1 760 \$ inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation, du RDPRM (maximum 76 \$) et taxes applicables en sus. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un plein de carburant. ** Offres de location sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai sur les modèles neufs Genesis 2013 3.8L GDI. Mensualité de 431 \$ pour 60 mois sans obligation au terme du contrat de location. Louez une berline Genesis 2013 3.8L GDI et vous bénéficierez d'un crédit à la location de 2 500 \$ du concessionnaire au consommateur. Le crédit du concessionnaire au consommateur s'applique avant les taxes. L'offre ne peut être combinée ou jumelée à aucun autre rabais ou promotion autre que cette offre des Services financiers Hyundai pour la location d'une Genesis. Cette offre ne peut être transférée ni cédée. Aucun échange de véhicule nécessaire. Kilométrage annuel de 20 000 km, 25 c par km additionnel. Comptant initial de 0 \$ et première mensualité exigée. L'offre de location comprend le crédit du concessionnaire au consommateur de 2 500 \$, les frais de livraison et de destination de 1 760 \$, des frais de 115 \$ (taxe de 15 \$ sur les pneus et taxe de 100 \$ sur le climatiseur), Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation, RDPRM et toutes les taxes applicables en sus. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un plein de carburant. * Financement à l'achat sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai sur la Genesis 3.8L GDI 2013 à partir de 40 874 \$. Exemple de financement et modalités des offres de financement apparaissant dans la présente publicité: 40 874 \$ (incluant l'ajustement de prix de 1 000 \$) à un taux de 0 % équivalent à des mensualités de 487 \$ par mois pour une durée de 84 mois. Comptant initial requis de 0 \$. Coût de prêt de 0 \$ pour une obligation totale de 40 874 \$. Frais de 115 \$ (taxe de 15 \$ sur les pneus et taxe de 100 \$ sur le climatiseur) inclus. Frais de livraison et de destination de 1 760 \$ inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation et du RDPRM (maximum 76 \$) en sus des offres de financement à l'achat. † Le calcul des ajustements de prix se fait à partir du prix de base de chaque véhicule. Ajustements de prix jusqu'à 1 000 \$ offerts sur la Genesis 3.8L GDI. Les ajustements de prix du concessionnaire s'appliquent au prix avant taxe. Cette offre ne peut être combinée ou utilisée en conjonction avec toute autre offre disponible. Cette offre ne peut être transférée ni cédée. Aucun échange de véhicule requis. Offre prend fin le 30 septembre 2013. **† Offres valides pour une durée limitée et sous réserve de changement ou d'annulation sans préavis. Détails chez votre concessionnaire. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les stocks sont limités. Le concessionnaire pourrait devoir commander le véhicule. †† La garantie globale limitée de Hyundai couvre la plupart des pièces du véhicule contre les défauts de fabrication sous réserve du respect des conditions normales d'utilisation et d'entretien. Visitez Hyundai Gabriel, Hyundai Prestige ou Hyundai Président pour tous les détails.

LA PRESSE AFFAIRES

NOUVEAUX TÉLÉPHONES INTELLIGENTS

Apple confirme toutes les rumeurs

JEAN-FRANÇOIS CODÈRE

Apple a dévoilé hier deux nouveaux téléphones intelligents iPhone qui auraient pu surprendre les mordus si leurs moindres détails n'avaient pas déjà fait l'objet de fuites très détaillées.

Les nombreuses rumeurs qui précèdent inévitablement les dévoilements d'Apple auront rarement été aussi précises.

Des fuites en provenance principalement des usines asiatiques employées par Apple avaient déjà révélé, photos à l'appui, l'ensemble des nouveautés annoncées hier par le géant californien.

Ainsi, comme prévu, l'annonce d'hier marque la fin de l'iPhone 5, né il y a à peine un an. Contrairement à son cycle habituel, Apple n'en fera pas son produit de milieu de gamme. Elle a pour ce faire dévoilé un nouveau modèle, l'iPhone 5C, doté essentiellement des mêmes caractéristiques techniques.

Le modèle 5C se distingue de son prédécesseur par son boîtier. Le nouveau est en plastique plutôt qu'en aluminium, sans doute de façon à permettre à Apple de réduire son prix de revient, et mise sur des couleurs vives.

L'iPhone 5S

Apple a aussi profité de l'événement pour dévoiler son nouveau modèle phare, l'iPhone 5S. Deux nouveautés techniques différencient



Phil Schiller, vice-président principal du marketing international d'Apple, parlait hier en conférence des différents prix pour les nouveaux appareils lancés.

l'appareil de ses rivaux. D'abord, il est selon Apple le premier téléphone intelligent doté d'un processeur à architecture 64 bits, ce qui devrait en améliorer significativement les performances.

L'appareil sera aussi équipé d'un lecteur d'empreintes digitales dissimulé sous l'unique

bouton de sa façade. Celui-ci permettra de remplacer l'usage d'un mot de passe pour déverrouiller le téléphone ou procéder à un achat sur la boutique en ligne d'Apple.

Au moment où les révélations d'Edward Snowden sur la collaboration forcée des entreprises américaines avec

les services de renseignements de leur pays font les manchettes, Apple a promis que les données relatives aux empreintes ne seraient entreposées que sur l'appareil et ne seraient jamais acheminées à ses serveurs.

Les deux nouveaux modèles seront les premiers à

être lancés en Chine dès le premier jour de leur commercialisation. Ils seront aussi les premiers offerts par China Mobile, le plus gros exploitant de réseaux sans fil au monde, avec plus de 700 millions d'abonnés, et NTT DoCoMo, numéro un du marché japonais.

Ces deux ententes de distribution devraient significativement améliorer les ventes de l'entreprise américaine.

Apple a aussi annoncé que la prochaine version de son système d'exploitation mobile, iOS 7, sera offert en téléchargement à partir du 18 septembre. Le détail des nouveautés de ce système avait déjà été dévoilé en juin dernier.

Vidéotron encore exclu

Quant aux nouveaux appareils, il faudra attendre deux jours de plus, soit au 20 septembre, pour se les procurer. Comme à l'habitude, ils seront offerts par les trois grands exploitants canadiens Rogers, Bell et Telus ainsi que par leurs marques à rabais Fido, Virgin et Koodo, mais pas par Vidéotron.

Les fréquences employées par le réseau de Vidéotron ne lui permettent toujours pas de supporter l'iPhone. Une entente annoncée récemment avec Rogers pour la construction d'un réseau LTE commun et les possibilités offertes par la prochaine enchère de fréquences du gouvernement canadien pourraient éventuellement changer la donne.

La liste d'épicerie Metro dans une application

ISABELLE MASSÉ

Alors que les derniers résultats financiers trimestriels témoignent de ventes de 3,57 milliards de dollars, en baisse de 0,7 %, Metro lance une application mobile permettant de dresser sa liste d'épicerie. Celle-ci se lie maintenant au site internet renouvelé de l'entreprise où il est possible non seulement de choisir à distance ce qu'on veut mettre dans son panier d'épicerie, mais encore de consulter 4500 recettes, les rabais en circulaire et de se faire proposer des articles personnalisés permettant de cumuler des points quand on est membre du programme de fidélisation.

« Cet écosystème numérique permettra de simplifier la vie

des clients à la recherche de temps et d'économies d'argent, mentionne Marc Giroux, vice-président marketing de Metro. C'est un investissement

permettent de composer une liste d'épicerie par catégorie de produits. Sur des iPhone et iPad, pour l'instant, quand on parle d'appareils mobiles.

« Cet écosystème numérique [application mobile permettant de dresser sa liste d'épicerie liée au site internet] permettra de simplifier la vie des clients, à la recherche de temps et d'économies d'argent. »

— Marc Giroux, vice-président marketing de Metro

majeur en marketing et en efforts de commercialisation, et un lancement important qui s'inscrit dans la stratégie de personnalisation de la clientèle amorcée en 2010. »

Tant le site metro.ca que l'application mobile

« On a fait ce choix, car 75 % du trafic vient d'appareils utilisant le système d'exploitation iOS, donc des appareils Apple, explique Marc Giroux. Mais nous planifions un développement sur d'autres plateformes. Cet écosystème est un

départ en termes d'initiatives numériques, une fondation pour nous. Il mise sur un site internet extrêmement populaire. Nos clients sont déjà très engagés sur nos plateformes. »

Le site internet de Metro accueille mensuellement 700 000 visiteurs uniques, selon comScore. La page Facebook de l'entreprise compte plus de 251 000 amis au Québec. À combien l'entreprise souhaite-t-elle augmenter son nombre de membres du programme de fidélisation et d'utilisateurs de l'application à moyen terme? « Nous désirons d'abord hausser l'engagement de nos clients envers Metro et augmenter la visibilité de l'ensemble de l'offre, répond Marc Giroux. Environ 40 % des foyers québécois sont déjà membres de notre

programme de fidélisation. » « L'application gratuite est la plus téléchargée depuis son lancement, il y a trois jours », ajoute Gino Plevano, directeur principal, stratégie et plateforme numériques.

Une campagne publicitaire, conçue par Publicis, soutient le lancement de l'application qui a été créée à l'interne avec la collaboration de Tink, TC Media, Publicis et dunnhumby.

Parallèlement, ces efforts numériques ne devraient pas réduire les investissements papier de la circulaire à court terme. « Mais on peut penser qu'un jour ce sera le cas, dit Marc Giroux. Aujourd'hui, la circulaire est extrêmement consultée. Mais les consommateurs regardent de plus en plus celle en ligne. »

Deloitte.

LES SOCIÉTÉS
LES MIEUX
GÉRÉES

Notre stratégie nous distingue.
Osez vous classer parmi les meilleures.

Vous avez jusqu'au 27 septembre 2013 pour déposer
votre candidature au www.bestmanagedcompanies.ca.

Partenaires du programme



Commanditaire de forums



Michel Ringuet
Chef de la direction
du Groupe Master,
société lauréate du
programme des sociétés
les mieux gérées au
Canada depuis 2010

L'économie chinoise reprend de la vigueur

JULIEN GIRAULT
AGENCE FRANCE-PRESSE

PÉKIN — La Chine a confirmé en août une embellie de son économie, enregistrant une hausse plus forte qu'attendu de sa production industrielle, de ses ventes de détail et de ses échanges commerciaux.

La production industrielle de la deuxième économie mondiale, indicateur crucial permettant de jauger l'activité des usines, a ainsi accéléré en août, avec une hausse de 10,4% sur un an contre 9,7% en juillet, a annoncé hier le Bureau national des statistiques (BNS).

Il s'agit de sa plus forte progression mensuelle depuis près d'un an et demi. La prévision moyenne établie par un panel d'économistes interrogés par l'agence financière Dow Jones Newswires tablait sur une progression de 9,9%.

Les ventes de détail ont quant à elles progressé de 13,4% sur un an en août, marquant une légère accélération, a annoncé le BNS. Là encore, le chiffre ressort au-delà des attentes des analystes (+13,2%).

De leur côté, les investissements en capital fixe ont progressé de 20,3% sur un an pour la période allant de janvier à août, plus que prévu. Ils avaient enregistré une hausse de 20,1% sur l'ensemble du premier semestre.

Mini-plan de relance

Pour Li-Gang Liu et Hao Zhou, économistes de la banque australo-néozélandaise ANZ, ces chiffres « sont le signe que le mini-plan de relance », c'est-à-dire les mesures prises par le gouvernement fin juillet pour stimuler l'activité, « commence à porter ses fruits ».

« Des indicateurs d'activité extrêmement impressionnants », ont réagi de leur côté les analystes de Bank of America-Merrill Lynch.

« On a là le tableau d'une reprise très large (de l'économie chinoise), autant sur le plan de la demande internationale que sur la demande intérieure, et autant sur le front de la consommation que sur celui de l'investissement », ont-ils commenté.

De quoi apaiser les inquiétudes sur un possible atterrissage brutal de l'économie du géant asiatique.

« On a là le tableau d'une reprise très large, autant sur le plan de la demande internationale que sur la demande intérieure, et autant sur le front de la consommation que sur celui de l'investissement. »

— les analystes de la Bank of America-Merrill Lynch

Un net ralentissement de la croissance chinoise, à 7,5%, au deuxième trimestre avaient en effet ravivé les craintes d'un essoufflement de l'activité, et poussé Pékin à annoncer des « mesures d'ajustement » dont des réductions d'impôts, des simplifications administratives et une ouverture accrue des investissements dans le secteur ferroviaire.

Or depuis courant août, les publications d'indicateurs positifs se sont multipliées, suggérant que l'horizon s'éclaircit pour l'économie chinoise.

Ainsi, le pays a ainsi vu son excédent commercial

augmenter de 8,4% sur un an en août, plus qu'attendu, selon des chiffres des douanes publiés dimanche, confirmant le rebond des échanges commerciaux observé en juillet après plusieurs mois de baisse des importations et de ralentissement des exportations.

« Des fondamentaux économiques solides aux États-Unis devraient continuer à aider les exportations chinoises » dans les prochains mois, a estimé Ma Xiaoping, économiste de HSBC, tout en émettant des réserves sur une demande intérieure encore fragile.

Par ailleurs, la production manufacturière en Chine s'est encore renforcée en août, selon un indicateur PMI des directeurs d'achat publié le 1^{er} septembre par le gouvernement, à son plus haut niveau depuis 16 mois.

Ralentissement de l'inflation

Enfin, le BNS a dévoilé lundi un ralentissement de l'inflation le mois dernier, les prix à la consommation ayant gonflé de 2,6%, moins qu'en juillet et très en deçà de l'objectif de 3,5% fixé par les autorités.

« Le ralentissement de l'inflation signifie que la nouvelle équipe dirigeante », emmenée par Xi Jinping, investi président en mars, « a encore une large marge de manœuvre pour la mise en place de mesures de relance budgétaires, tout en évitant de durcir la politique monétaire », ont estimé les économistes de Bank of America Merrill Lynch.

Les nouveaux dirigeants chinois ont affiché depuis le printemps leur volonté de « rééquilibrer » l'économie chinoise, en renforçant la demande intérieure au détriment des exportations et investissements dans les infrastructures.



PHOTO KIRSTY WIGGLESWORTH, AP

Ce diamant en forme d'œuf sera mis aux enchères par Sotheby's le 7 octobre à Hong Kong. L'encanteur espère en tirer entre 28 et 35 millions US.

Gros diamant à vendre pour 30 millions US

AGENCE FRANCE-PRESSE

HONG KONG — Un diamant blanc de 118,28 carats, taillé en œuf, sera mis aux enchères en octobre à Hong Kong, a indiqué hier la maison Sotheby's, qui table sur un prix record supérieur à 30 millions US.

La pierre, « la plus formidable » jamais proposée aux enchères, selon Sotheby's, pourrait se vendre entre 28 et 35 millions US, a ajouté la maison. Le diamant « ressemble à un petit œuf de poule », a indiqué une porte-parole de la firme britannique.

D'une eau très pure, la pierre pourrait être « le plus formidable diamant blanc jamais vendu aux enchères », selon Quek Chin Yeow, vice-président de Sotheby's Asie.

La firme s'attend à ce que le record précédent – un diamant de 101,73 carats vendu 26,7 millions US en 2012 – soit battu.

La pierre, qui sera proposée en octobre, a été découverte en 2011 dans une mine d'un pays du sud de l'Afrique, dont le nom n'a pas été dévoilé. Brute, la pierre pesait 299 carats.

20 Le Grand Prix de l'Entrepreneur d'EY^{MC}

20 ans d'innovation

Voici les finalistes dans la catégorie Sciences de la santé

Ronald Reuben | A.R. Medicom Inc.

Amélioration, fabrication et distribution de produits d'hygiène dentaire jetables pour lutter contre les infections. Ces produits de grande qualité sont destinés aux secteurs médical, dentaire, industriel et vétérinaire ainsi qu'aux laboratoires.

Éric Gervais | Duchesnay Inc.

Entreprise de soins de santé unique en son genre qui se consacre essentiellement à la santé de la femme enceinte et à faire progresser la médecine fœto-maternelle.

Daniel Minogue | Minogue Medical Inc.

Fournisseur spécialisé en technologies médicales innovatrices pour les hôpitaux et les cliniques médicales, et en produits nutritionnels et en suppléments pour patients et athlètes qui surveillent leur poids.

Les entrepreneurs qui se concentrent davantage sur l'efficacité et les résultats réussiront à attirer de nouveaux investissements

«Malgré la solidité des connaissances scientifiques et l'immensité des talents, le financement des sociétés du secteur canadien des sciences de la vie stagne. Bien que l'importance de démontrer de la valeur soit clairement reconnue, bon nombre de sociétés doivent relever le défi de recueillir les données probantes qui seront essentielles à leur réussite.»

Sylvain Boucher, associé, EY



Commanditaires nationaux

NATIONAL POST

LA PRESSE

RDI

Commanditaire national argent

MERRILL DATASITE

Commanditaire pour le Québec

FONDS de solidarité FTQ

EY est fière d'appuyer l'entrepreneuriat

THE NEXT 36

Rotman

EY

Travailler ensemble pour un monde meilleur

LA PRESSE AFFAIRES

TÉLÉPHONE SANS FIL

La fin des frais d'itinérance pour les Européens?

VINCENT
BROUSSEAU-POULIOT

Pendant que les Canadiens paient les frais d'itinérance parmi les plus élevés du monde, les Européens pourraient bientôt cesser de payer ces frais sur leur téléphone sans fil en Europe.

La Commission européenne présentera aujourd'hui une série de propositions législatives, notamment l'élimination des frais d'itinérance pour les Européens sur leurs communications sans fil en Europe. La Commission européenne espère abolir ces frais dès 2014 pour les appels reçus, mais les propositions devront être adoptées par le Parlement européen avant d'entrer en vigueur.

Pendant que l'Europe tente de les abolir, le Canada se penche aussi sur la question des frais d'itinérance. Le mois dernier, le Conseil de la radio-diffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a demandé à toutes les entreprises de télécoms sans fil de lui envoyer leur liste de frais et leurs ententes d'itinérance. L'organisme réglementaire n'a pas indiqué ce qu'il comptait faire avec ces renseignements, mais il doit tenir des audiences publiques avant d'introduire de nouvelles règles en matière de téléphonie sans fil.

En raison de sa juridiction limitée au Canada, le CRTC pourrait difficilement, en pratique, imiter l'Union européenne. S'intéresse-t-il davantage aux ententes d'itinérance entre les entreprises canadiennes de télécoms? Au Canada, les exploitants sans fil régionaux doivent s'entendre avec un exploitant national comme Bell, Rogers ou Telus pour avoir accès à leur réseau sans fil ailleurs au pays.

Dans un rapport publié le mois dernier, l'analyste financier Jeff Fan, de Scotia Capitaux, indiquait que les frais d'itinérance au Canada auraient été le principal frein à l'arrivée de Verizon, qui a finalement décidé de ne pas faire d'expansion au Canada.



PHOTO CHRIS YOUNG, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Bell s'entend sur la nécessité de réduire les frais d'itinérance des entreprises canadiennes de télécoms à l'international, a confirmé hier George Cope, président et chef de la direction de BCE (Bell).

Selon des rapports de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) de 2009 à 2011, le Canada est le pays membre où il en coûte le plus cher (sur 34 pays) pour télécharger 1 Mo de données. Le Canada prend le 24^e rang pour un appel téléphonique et le 8^e rang pour un message texte.

Bell s'entend sur la nécessité de réduire les frais d'itinérance des entreprises canadiennes de télécoms

à l'international. « Nous devons travailler pour réduire nos coûts afin d'avoir accès aux réseaux sans fil internationaux », a dit George Cope, président et chef de la direction de BCE (Bell), hier au cours d'une conférence de BMO Marché des capitaux à Toronto.

Vidéotron, Telus et Rogers n'ont pas commenté, hier, la demande d'information du CRTC sur les frais d'itinérance.

LA SUGGESTION DE BELL: PAS DE RESTRICTION SUR L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER

Bell a une suggestion pour le gouvernement fédéral afin d'augmenter la concurrence en téléphonie sans fil: éliminer les restrictions sur l'investissement étranger en télécoms. Actuellement, une grande entreprise canadienne de télécoms ne peut avoir plus de 33% d'actionariat étranger.

« Qu'on enlève ces règles et qu'on passe à autre chose. La concurrence ne nous inquiète pas », a dit George Cope, président et chef de la direction de BCE (Bell), au cours d'une conférence avec des analystes financiers hier à Toronto. Telus et Rogers sont aussi pour l'abolition des restrictions sur l'investissement étranger en télécoms. Même sans ces restrictions, le grand patron de BCE croit toutefois que son entreprise ne sera jamais contrôlée par des intérêts étrangers. « En pratique, [ce scénario] n'arrivera jamais », a dit George Cope.

— Vincent Brousseau-Pouliot

AVIS LÉGAUX
APPELS D'OFFRES
SOUMISSIONS - ENCANS

Appel d'offres

Montréal

Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles

Direction de l'approvisionnement

Appel d'offres : 13-12974

Appareillage de commutation, 600V, fourniture, mise en service des équipements - Usine Atwater - 36 mois

L'ouverture des soumissions prévue pour le 16 septembre 2013 est reportée au 23 septembre 2013 à 14 h dans les locaux de la Direction du greffe de l'hôtel de ville.

Montréal, le 11 septembre 2013

Le greffier de la Ville
M^e Yves Saindon

Appels d'offres

Montréal

Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles

Direction de l'approvisionnement

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h à la date ci-dessous, à la Direction du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6 pour :

Catégorie : Biens et services

Appel d'offres : 13-12769

Descriptif : Fourniture de sites pour la valorisation de la pierre, roc, béton, asphalte

Date d'ouverture : 30 septembre 2013

Dépôt de garantie : 5% (Cautionnement)

Renseignements : Eddy Dutelly, agent d'approvisionnement : 514 872-5253

Appel d'offres : 13-13113

Descriptif : A88 - Fourniture et installation d'un fourgon atelier de 18 pieds en aluminium avec châssis, équipements et accessoires pour réseau d'égout et d'aqueduc

Date d'ouverture : 7 octobre 2013

Dépôt de garantie : 10% (Cautionnement ou chèque visé)

Renseignements : Julie Leblanc, agente d'approvisionnement : 514 872-1040

Appel d'offres : 13-13141

Descriptif : A79 - Production, rédaction, conception et réalisation graphique des bulletins d'information et des répertoires d'activités - Années 2014 à 2017

Date d'ouverture : 30 septembre 2013

Dépôt de garantie : 12000 \$, Cautionnement ou chèque visé

Renseignements : Roxana D. Racasan Oancea, agente d'approvisionnement : 514 872-6717

Appel d'offres : 13-13076

Descriptif : Dénivellement de divers terrains d'immeubles municipaux

Date d'ouverture : 2 octobre 2013

Dépôt de garantie : 25000 \$, Cautionnement ou chèque visé

Renseignements : Véronique Roussin, agente d'approvisionnement : 514 872-5250

Documents : Les documents relatifs à ces appels d'offres seront disponibles à compter du 11 septembre

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fourni en annexe du document d'appel d'offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux de la Direction du greffe à l'Hôtel de ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 11 septembre

Le greffier de la Ville
M^e Yves Saindon

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES
SOUMISSIONS - ENCANS

Appel d'offres

Montréal

Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles

Direction des stratégies et transactions immobilières

Catégorie : travaux

Appel d'offres : 5685

Descriptif : Décontamination du plomb de la salle de tir et ses locaux annexes, du Centre opérationnel Ouest (3686), situé au 2805, Timmins

L'ouverture des soumissions prévue pour le 18 septembre est reportée au 23 septembre à 14h00 à la Direction du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6.

Montréal, le 11 septembre 2013

Le greffier de la Ville
M^e Yves Saindon

Appel d'offres

Montréal

Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles

Direction de l'approvisionnement

Catégorie : Biens et services

Appel d'offres : 13-12955

Descriptif : Fourniture de sites pour la valorisation de la pierre, roc, béton, asphalte

Date d'ouverture : 30 septembre 2013

Dépôt de garantie : 5% (Cautionnement)

Renseignements : Eddy Dutelly, agent d'approvisionnement : 514 872-5253

Appel d'offres : 13-13113

Descriptif : A88 - Fourniture et installation d'un fourgon atelier de 18 pieds en aluminium avec châssis, équipements et accessoires pour réseau d'égout et d'aqueduc

Date d'ouverture : 7 octobre 2013

Dépôt de garantie : 10% (Cautionnement ou chèque visé)

Renseignements : Julie Leblanc, agente d'approvisionnement : 514 872-1040

Appel d'offres : 13-13141

Descriptif : A79 - Production, rédaction, conception et réalisation graphique des bulletins d'information et des répertoires d'activités - Années 2014 à 2017

Date d'ouverture : 30 septembre 2013

Dépôt de garantie : 12000 \$, Cautionnement ou chèque visé

Renseignements : Roxana D. Racasan Oancea, agente d'approvisionnement : 514 872-6717

Appel d'offres : 13-13076

Descriptif : Dénivellement de divers terrains d'immeubles municipaux

Date d'ouverture : 2 octobre 2013

Dépôt de garantie : 25000 \$, Cautionnement ou chèque visé

Renseignements : Véronique Roussin, agente d'approvisionnement : 514 872-5250

Documents : Les documents relatifs à ces appels d'offres seront disponibles à compter du 11 septembre

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fourni en annexe du document d'appel d'offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux de la Direction du greffe à l'Hôtel de ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 11 septembre 2013

Le greffier de la Ville
M^e Yves Saindon

Appel d'offres

Montréal

Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles

Direction de l'approvisionnement

Catégorie : Biens et services

Appel d'offres : 13-12955

Descriptif : Fourniture de sites pour la valorisation de la pierre, roc, béton, asphalte

Date d'ouverture : 30 septembre 2013

Dépôt de garantie : 5% (Cautionnement)

Renseignements : Eddy Dutelly, agent d'approvisionnement : 514 872-5253

Appel d'offres : 13-13113

Descriptif : A88 - Fourniture et installation d'un fourgon atelier de 18 pieds en aluminium avec châssis, équipements et accessoires pour réseau d'égout et d'aqueduc

Date d'ouverture : 7 octobre 2013

Dépôt de garantie : 10% (Cautionnement ou chèque visé)

Renseignements : Julie Leblanc, agente d'approvisionnement : 514 872-1040

Appel d'offres : 13-13141

Descriptif : A79 - Production, rédaction, conception et réalisation graphique des bulletins d'information et des répertoires d'activités - Années 2014 à 2017

Date d'ouverture : 30 septembre 2013

Dépôt de garantie : 12000 \$, Cautionnement ou chèque visé

Renseignements : Roxana D. Racasan Oancea, agente d'approvisionnement : 514 872-6717

Appel d'offres : 13-13076

Descriptif : Dénivellement de divers terrains d'immeubles municipaux

Date d'ouverture : 2 octobre 2013

Dépôt de garantie : 25000 \$, Cautionnement ou chèque visé

Renseignements : Véronique Roussin, agente d'approvisionnement : 514 872-5250

Documents : Les documents relatifs à ces appels d'offres seront disponibles à compter du 11 septembre

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fourni en annexe du document d'appel d'offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux de la Direction du greffe à l'Hôtel de ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 11 septembre 2013

Le greffier de la Ville
M^e Yves Saindon

Appel d'offres

Montréal

Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles

Direction de l'approvisionnement

Appel d'offres : 13-12955

Descriptif : Fourniture de sites pour la valorisation de la pierre, roc, béton, asphalte

Date d'ouverture : 30 septembre 2013

Dépôt de garantie : 5% (Cautionnement)

Renseignements : Eddy Dutelly, agent d'approvisionnement : 514 872-5253

Appel d'offres : 13-13113

Descriptif : A88 - Fourniture et installation d'un fourgon atelier de 18 pieds en aluminium avec châssis, équipements et accessoires pour réseau d'égout et d'aqueduc

Date d'ouverture : 7 octobre 2013

Dépôt de garantie : 10% (Cautionnement ou chèque visé)

Renseignements : Julie Leblanc, agente d'approvisionnement : 514 872-1040

Appel d'offres : 13-13141

Descriptif : A79 - Production, rédaction, conception et réalisation graphique des bulletins d'information et des répertoires d'activités - Années 2014 à 2017

Date d'ouverture : 30 septembre 2013

Dépôt de garantie : 12000 \$, Cautionnement ou chèque visé

Renseignements : Roxana D. Racasan Oancea, agente d'approvisionnement : 514 872-6717

Appel d'offres : 13-13076

Descriptif : Dénivellement de divers terrains d'immeubles municipaux

Date d'ouverture : 2 octobre 2013

Dépôt de garantie : 25000 \$, Cautionnement ou chèque visé

Renseignements : Véronique Roussin, agente d'approvisionnement : 514 872-5250

Documents : Les documents relatifs à ces appels d'offres seront disponibles à compter du 11 septembre

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fourni en annexe du document d'appel d'offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux de la Direction du greffe à l'Hôtel de ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 11 septembre 2013

Le greffier de la Ville
M^e Yves Saindon

Appel d'offres

Montréal

Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles

Direction de l'approvisionnement

Appel d'offres : 13-12955

Descriptif : Fourniture de sites pour la valorisation de la pierre, roc, béton, asphalte

Date d'ouverture : 30 septembre 2013

Dépôt de garantie : 5% (Cautionnement)

Renseignements : Eddy Dutelly, agent d'approvisionnement : 514 872-5253

Appel d'offres : 13-13113

Descriptif : A88 - Fourniture et installation d'un fourgon atelier de 18 pieds en aluminium avec châssis, équipements et accessoires pour réseau d'égout et d'aqueduc

Date d'ouverture : 7 octobre 2013

Dépôt de garantie : 10% (Cautionnement ou chèque visé)

Renseignements : Julie Leblanc, agente d'approvisionnement : 514 872-1040

Appel d'offres : 13-13141

Descriptif : A79 - Production, rédaction, conception et réalisation graphique des bulletins d'information et des répertoires d'activités - Années 2014 à 2017

Date d'ouverture : 30 septembre 2013

Dépôt de garantie : 12000 \$, Cautionnement ou chèque visé

Renseignements : Roxana D. Racasan Oancea, agente d'approvisionnement : 514 872-6717

Appel d'offres : 13-13076

Descriptif : Dénivellement de divers terrains d'immeubles municipaux

Date d'ouverture : 2 octobre 2013

Dépôt de garantie : 25000 \$, Cautionnement ou chèque visé

Renseignements : Véronique Roussin, agente d'approvisionnement : 514 872-5250

Documents : Les documents relatifs à ces appels d'offres seront disponibles à compter du 11 septembre

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fourni en annexe du document d'appel d'offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux de la Direction du greffe à l'Hôtel de ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 11 septembre 2013

LA
PRESSE

CV

LE RENDEZ-VOUS DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION AU QUÉBEC

WORKOPOLIS

TÉLÉPHONE 514.285.7320

TÉLÉCOPIEUR 514.499.2053

cv@lapresse.ca

CHANGEMENT ORGANISATIONNEL

Comment garder ses employés mobilisés ?

Des défis, les entrepreneurs et les gestionnaires en rencontrent tous les jours. *La Presse* vous propose une série d'articles présentant des difficultés et des solutions inspirantes adoptées par des gens sur le terrain. Cette semaine : comment garder ses employés mobilisés lorsque l'entreprise vit un changement organisationnel ?



MARTINE LETARTE
COLLABORATION SPÉCIALE

Fusion, acquisition, changement de logiciel, licenciements, arrivée d'un nouveau patron, modification de l'espace de travail : les changements organisationnels sont variés. Ces situations ont toutefois comme points communs de déstabiliser les employés, de modifier leurs habitudes et de créer de l'inquiétude. Pour maintenir un bon rendement dans l'entreprise et réussir le virage, les cadres doivent s'assurer que les employés restent mobilisés. Deux expertes en la matière, une basée à Sherbrooke, l'autre à New York, partagent leurs stratégies.

Communiquer et répéter

Prendre le temps de bien communiquer le changement

« Surtout, ne faites pas de promesses que vous ne pourrez pas tenir », conseille Johanne Bisson.

Il faut aussi se préparer à répéter.

« Souvent, un cadre croit qu'il aura à répéter l'information une fois ou deux », remarque Kate Bullinger, vice-présidente, engagement des employés et gestion du changement, au bureau new-yorkais de l'agence de relations publiques Weber Shandwick. Or, changer sa façon de travailler prend du temps et exige de la constance.

« Ce qui vient souvent fausser la donne, c'est qu'un cadre travaille sur un changement organisationnel un certain temps avant de le communiquer aux employés », explique M^{me} Bullinger, qui a donné une conférence au début de juin au bureau montréalais de la firme internationale. « Lorsqu'il communique enfin l'information, il n'a plus l'impression que c'est vraiment nouveau, mais pour ses employés, ce l'est,

« Le président et chef de la direction doit avoir un grand leadership pour être capable de susciter l'engagement de ses gestionnaires qui susciteront à leur tour l'engagement de leur équipe. »

— Kate Bullinger, vice-présidente, engagement des employés et gestion du changement, au bureau new-yorkais de l'agence de relations publiques Weber Shandwick

aux employés est incontournable, et ça signifie qu'il faut commencer dès que possible.

« On profite de tout le temps qu'on a devant soi pour expliquer aux employés les raisons pour lesquelles on fait le changement », affirme Johanne Bisson, conseillère en ressources humaines agréée (CRHA) au Groupe gestion concertée des ressources humaines, à Sherbrooke.

Il faut ensuite tenter de comprendre quelles sont les inquiétudes des employés.

« Dans un changement, on gagne toujours des choses et on en perd d'autres, explique M^{me} Bisson. Une bonne stratégie consiste à rappeler aux employés un changement déjà réalisé avec succès dans l'entreprise et pour lequel ils ne voudraient plus revenir en arrière. Il faut toutefois reconnaître qu'on leur demande un grand effort. »

Le patron doit aussi rassurer ses employés autant que possible par rapport à leurs craintes en leur donnant l'heure juste.

ajoute-t-elle. Il doit s'attendre à répéter l'information plusieurs fois. »

Susciter l'engagement des employés

Le grand patron d'une entreprise ne peut pas réussir un changement organisationnel seul.

« Il doit susciter l'engagement des gestionnaires sous lui », affirme Kate Bullinger, qui a conseillé des présidents et chefs de la direction d'entreprises du Fortune 500, le classement des plus grandes entreprises américaines.

Elle souligne que les meilleurs résultats sont obtenus lorsque le grand patron réussit à amener ses gestionnaires à prendre le virage dans leur quotidien.

« Chaque gestionnaire, qu'il soit à la production, à l'emballage, au service à la clientèle, doit se demander ce que la nouvelle orientation devrait apporter comme changement dans son département. Le président et chef de la direction doit avoir un grand leadership pour être



Le patron doit aussi rassurer ses employés autant que possible par rapport à leurs craintes en leur donnant l'heure juste au sujet du changement organisationnel.

capable de susciter l'engagement de ses gestionnaires qui susciteront à leur tour l'engagement de leur équipe. »

Faire participer autant que possible les employés au changement est une autre clé de l'acceptation, d'après Johanne Bisson qui a travaillé avec plusieurs PME québécoises.

« Par exemple, si on fusionne deux bureaux, les employés ne sont pas engagés dans la décision, mais ils peuvent l'être dans l'aménagement de l'espace de travail et le partage des tâches », dit-elle.

Donner le droit à l'erreur

Lorsqu'on impose un changement à ses employés, on doit s'attendre à une période de transition.

« Pour faciliter l'adaptation, on peut mettre en place une formation ou allouer plus de temps aux employés pour réaliser une tâche, affirme M^{me} Bisson. Il faut aussi donner le droit à l'erreur et demander aux employés leurs suggestions pour améliorer le mode de fonctionnement. C'est important de leur dire que l'on compte sur eux, tout en reconnaissant qu'ils n'ont pas choisi le changement. »

Le patron doit aussi s'assurer que ses gestes sont cohérents avec ses paroles pour maintenir la mobilisation des employés.

« Prenons l'exemple d'un patron qui annonce qu'avec la nouvelle culture organisationnelle, la prise de risques est valorisée, indique M^{me} Bullinger.

« Ce changement devra être pris en compte au moment de l'évaluation de performance des employés. S'il pénalise ceux qui ont pris des risques et qui se sont trompés, les employés le remarqueront et mettront les freins. »

Canada Baisse des mises en chantier

OTTAWA — Le nombre mensuel désaisonnalisé et annualisé de mises en chantier se situait à 180 291 en août, en baisse par rapport à celui de 193 021 enregistré en juillet, a indiqué hier la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

Dans les centres urbains, ce nombre a diminué de 5,8 % et s'est établi à 163 102, surtout en raison du recul de l'activité dans la catégorie des logements collectifs, a dit l'agence fédérale.

Le rythme des mises en chantier en milieu urbain a régressé de 8,4 % dans le segment des logements collectifs et a accusé un léger repli de 0,9 %.

Toujours en août, le nombre désaisonnalisé annualisé de mises en chantier en milieu urbain a augmenté en Ontario et est



PHOTO PATRICK WOODBURY, ARCHIVES LE DROIT

resté stable dans l'Atlantique, mais il a diminué dans toutes les autres régions, c'est-à-dire

dans les Prairies, en Colombie-Britannique et au Québec.

— La Presse Canadienne

Transport
CanadaTransport
Canada

FAITES CARRIÈRE À TRANSPORTS CANADA

Inspecteurs principaux de la sécurité maritime/ Inspecteurs de la sécurité maritime

Dans le cadre du Programme de la sécurité et de la sûreté maritimes de Transports Canada, une invitation est lancée aux candidats qualifiés pour occuper les emplois à temps plein d'inspecteur principal de la sécurité maritime et d'inspecteur de la sécurité maritime disponibles à l'échelle du Canada. Notre mandat est de voir à ce que le réseau de transport maritime du Canada soit sécuritaire et sûr et à ce qu'il contribue à la protection des milieux marins ainsi qu'à l'essor de l'économie canadienne.

Pour obtenir plus de renseignements sur ces postes et sur la façon de soumettre votre candidature, visitez le site www.emplois.gc.ca et tapez le titre du poste convoité.

Vous êtes intéressé ?

Si vous répondez aux exigences et êtes un résident du Canada ou un citoyen canadien vivant à l'étranger, veuillez soumettre votre candidature avant le 20 septembre 2013.

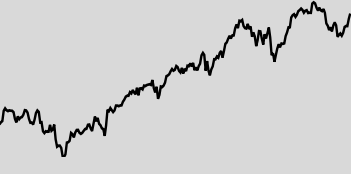
Canada

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

ÉTATS-UNIS

S&P 500 > 12 mois



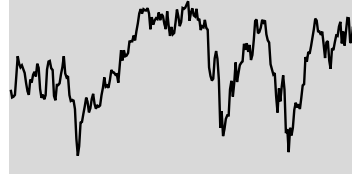
FERMETURE **1 683,99**
 VAR. 1J **0,73%** | 1 AN **+17,84%**
 52 SEM. HAUT **1 709,67** | BAS **1 343,35**

DANS LE MONDE

	FERMETURE	VAR. 1J (pts)	(%)
Brazil Bovespa (Brésil)	53 979,03	-272,82	-0,50
CAC 40 (France)	4 116,64	76,31	1,89
DAX (Allemagne)	8 446,54	170,22	2,06
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	2 761,39	27,45	1,00
FTSE 100 (Angleterre)	6 583,99	53,25	0,82
Hang Seng (Hong Kong)	22 976,65	226,00	0,99
Mexico Bolsa (Mexique)	41 732,98	779,13	1,90
FTSE MIB (Italie)	17 332,42	87,68	0,51
NIKKEI 225 (Japon)	14 423,36	218,13	1,54
S&P/ASX 200 (Australie)	5 201,17	19,70	0,38
Shanghai (Chine)	2 237,98	25,47	1,15
Swiss Market (Suisse)	8 039,18	103,42	1,30

CANADA

S&P/TSX TORONTO > 12 mois



FERMETURE **12 824,48**
 VAR. 1J **-0,23%** | 1 AN **+4,99%**
 52 SEM. HAUT **12 904,70** | BAS **11 759,04**

PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
TORCOIL & GAS (TOG)	6 270 527	1,74	-0,57
POTASH CORP (POT)	5 270 890	33,98	3,28
GOLDCORP (G)	4 959 232	28,16	-6,72
GABRIEL RES. (GBU)	4 662 024	0,65	-4,41
AINSWORTH LUM. (ANS)	3 636 581	3,88	-0,77
KINROSS GOLD (K)	3 542 777	5,53	-2,81
TECK RES./B (TCK.B)	3 162 375	29,51	0,58
TRICON CAPITAL (TCN)	2 887 067	6,47	4,02
SOUTHERN PACIFIC (STP)	2 878 342	0,55	23,60
BARRICK GOLD (ABX)	2 874 920	19,06	-4,32
BOMBARDIER (BBD.B)	2 859 040	4,98	-0,60
AIR CANADA/B (AC.B)	2 849 715	3,28	5,47
LUNDMINING (LUM)	2 832 278	4,84	0,83
OSISKO MINING (OSK)	2 800 512	4,95	-5,71
BLACKBERRY (BB)	2 787 804	11,33	-5,27
SUNCOR ENERGY (SU)	2 785 247	36,42	-1,01

TITRES GAGNANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
BIOEXX SPECIAL (BXI)	2 697 950	0,01	100,00
OROSUR MINING (OMI)	429 300	0,28	51,35
IMAGING DYN. (IDL)	50 000	0,02	50,00
FIRST NICKEL (FNI)	16 550	0,03	25,00
TVI PACIFIC (TVI)	1 275 818	0,03	25,00

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
MORGUARD (MRC)	2 797	107,50	2,75
AGRIUM (AGU)	473 283	92,85	2,26
GEORGE WESTON (WN)	87 430	85,23	1,47
COUCHE-TARD (ATD.A)	1 255	63,45	1,21
FIRSTSERVICE (FSV)	46 112	39,55	1,15

TITRES PERDANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
NORTHCORE TECH (NTI)	18 950	0,01	-33,33
RELIANCE RES. (RI)	20 000	0,02	-25,00
THUNDERMIN RES. (THR)	40 333	0,02	-25,00
QMX GOLD (QMX)	114 927	0,06	-21,43
JAGUAR FINAN. (JFC)	2 010	0,03	-16,67

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
ROYAL GOLD (RGL)	6 134	55,50	-2,74
GOLDCORP (G)	4 959 232	28,16	-2,03
FRANCO-NEVADA (FNV)	488 711	44,92	-1,84
VALEANT PHARMA. (VRX)	318 859	103,70	-1,40
AGNICO EAGLE (AEM)	1 107 320	28,93	-1,30

TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS > 12 mois



FERMETURE **942,85**
 VAR. 1J **-0,95%** | 1 AN **-25,80%**
 52 SEM. HAUT **1 349,32** | BAS **859,31**

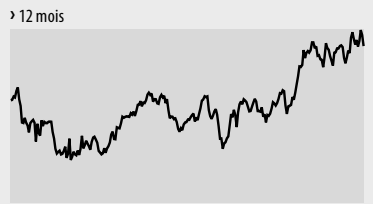
PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
DONNER METALS (DOM)	16 823 628	0,01	0,00
PETROCORP GR. (PCG.H)	7 000 000	0,01	0,00
JOURDAN RES. (JOR)	4 060 700	0,04	14,29
FISSION URAN. (FCU)	4 037 750	1,11	-9,76
CARIBOU KING (CKR)	2 849 500	0,06	-8,33
PETROBORADO (PDQ)	2 246 127	0,05	0,00
NOVUS ENERGY (NVS)	1 987 920	1,12	0,90
ZENYATTA VENT. (ZEN)	1 379 553	3,25	1,88
MARLIN GOLD (MLN)	1 335 197	0,10	11,76
NORTHCORE RES. (NCR)	1 250 000	0,01	0,00

CONSULTEZ les cotes
 boursières en tout temps
 sur lapresseaffaires.com

PÉTROLE

West Texas Intermediate, contrat à terme



107,39 \$US

	WEST TEXAS INT.	BRENT
Fermeture	107,39 \$US	111,25 \$US
Variation 1 JOUR	-2,13 \$US	-2,47 \$US
Variation 1 SEM.	-1,06%	-3,83%

FONDS INDICIELS

	FERM.	1J (\$)	1J (%)	1A (%)
S&P/TSX comp. (XIC)	20,30	-0,05	-0,25	5,02
S&P/TSX 60 (XIU)	18,61	-0,05	-0,27	5,62
S&P/TSX fin. (XFN)	26,53	-0,04	-0,15	17,86
S&P/TSX éner. (XEG)	16,54	-0,08	-0,48	0,49
S&P/TSX or (XGO)	11,42	-0,65	-5,39	-43,24
Oblig. c. terme (XSB)	28,34	-0,04	-0,14	-2,01
Oblig. l. terme (XBB)	29,59	-0,11	-0,37	-5,61
S&P 500 (XSP)	19,32	0,14	0,73	18,31

CANADA LPA 100 (QUOTIDIEN)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

	FERM. (\$)	VARIATION 1J (%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	52 SEM. HAUT	52 SEM. BAS	DIV. ANN.	
CONSOMMATION COURANTE	2 520,57	0,81		19,33				
▲ Saputo (SAP)	48,97	1,12	2,34	2,505	-2,66	54,62	39,76	0,92
▲ Weston (George) (WN)	85,23	1,47	1,76	874	20,59	89,97	61,76	1,66
▲ Loblaw (L)	46,79	0,60	1,30	10 636	11,59	52,06	32,77	0,96
▲ Metro (MRU)	67,27	0,56	0,84	3 037	6,22	75,81	56,52	1,00
Shoppers Drug Mart (SC)	59,85	0,37	0,62	11 599	39,84	61,77	40,03	1,14
Lassonde (LAS.A)	89,55	0,43	0,48	5	19,00	94,24	75,00	1,56
Couche-Tard (ATD.B)	63,24	0,16	0,25	3 112	29,25	65,00	44,40	0,35
Molson Coors (TPX.B)	50,98	0,01	0,02	8	20,01	55,49	39,60	1,32
Jean Coutu (JPC.A)	18,46	-0,05	-0,27	1 067	27,05	19,60	13,60	0,34
TÉLÉCOMS	1 095,65	0,57		2,56				
▲ Rogers (RCI.B)	44,00	0,45	1,03	11 360	-2,57	52,75	39,10	1,74
Telus (T)	33,40	0,20	0,60	17 330	2,61	37,94	29,52	1,36
BCE (BCE)	44,87	0,21	0,47	12 707	5,25	48,90	40,58	2,33
INDUSTRIELLES	1 703,02	0,41		14,27				
▲ Air Canada (AC.B)	3,28	0,17	5,47	28 497	87,43	3,40	1,07	0,00
▲ GLV (GLV.A)	3,02	0,09	3,07	742	52,53	4,15	1,53	0,00
▲ Chorus Aviation (CHR.B)	2,47	0,07	2,92	1 803	-35,84	4,71	1,87	0,30
▲ Transforce (TFI)	21,44	0,54	2,58	1 298	7,96	23,17	16,56	0,52
▲ Quinc. Richelieu (RCH)	42,08	0,80	1,94	56	13,88	43,68	33,00	0,52
▲ Genivar (GNV)	25,81	0,37	1,45	1 174	30,35	25,87	18,73	1,50
▲ WestJet (WJA)	23,40	0,25	1,08	3 852	18,12	25,47	17,00	0,40
Canadien Pacifique (CP)	126,78	1,01	0,80	2 143	25,65	144,43	80,03	1,40
SNC-Lavalin (SNC)	41,60	0,20	0,48	3 366	3,17	49,85	35,31	0,92
Transcontinental (TCL.A)	14,19	0,04	0,28	2 523	38,25	14,39	7,35	0,58
Canadien National (CNR)	100,00	0,17	0,17	4 170	10,71	107,57	83,45	1,72
CAE (CAE)	11,55	0,01	0,09	1 680	14,70	12,02	9,32	2,00
Velan (VLN)	12,45	-0,05	-0,40	5	9,50	12,70	10,90	0,32
Bombardier (BBD.B)	4,98	-0,03	-0,60	28 590	32,47	5,18	2,97	0,10
Stella-Jones (SJ)	98,51	-0,82	-0,83	26	28,55	103,48	57,01	0,80
SERVICES PUBLICS	1 709,87	0,24		-11,39				
▲ Innergex (INE)	8,72	0,10	1,16	988	-15,75	11,13	8,37	0,58
Brookfield Renew. (BEP.U)	27,15	0,20	0,74	933	-7,59	32,02	25,69	1,45
Can. Utilities (CU)	34,28	0,19	0,56	1 651	-4,70	41,68	31,56	0,97
Valener (VNR)	15,64	-0,04	-0,26	202	-2,55	16,47	15,50	1,00
FINANCE	1 908,42	0,00		8,70				
▲ Brookfield Asset (BAM.A)	37,56	0,64	1,73	4 914	6,51	39,37	31,23	0,60
▲ Ind. Alliance (IAG)	40,08	0,59	1,39	1 614	37,28	44,07	25,68	0,98
▲ Great-West (GWO)	33,39	0,41	1,37	5 444	24,80	31,33	21,64	1,23
▲ Cominar (CUF.U)	18,62	0,22	1,20	3 230	-17,50	24,66	18,35	1,44
▲ Power Corporation (POW)	29,30	0,34	1,17	3 966	15,45	30,45	23,47	1,16
Financière Power (PWF)	32,34	0,25	0,78	2 501	18,72	33,25	24,81	1,40
Sun Life (SLF)	33,34	0,22	0,66	8 665	26,43	34,05	22,67	1,44
Financière Manuvie (MFC)	17,82	0,10	0,56	19 067	31,90	18,74	11,50	0,52
IGM Financial (IGM)	49,30	0,08	0,16	1 188	18,51	49,51	37,44	2,15
Banque Scotia (BNS)	60,01	0,02	0,03	18 637	4,44	61,84	52,30	2,48
Banque Nationale (NA)	83,64	-0,12	-0,14	5 383	8,29	84,00	71,77	3,48
Banque Laurentienne (LB)	44,60	-0,12	-0,27	641	0,81	46,62	42,41	2,00
Banque CIBC (CM)	81,96	-0,34	-0,41	9 190	2,49	84,99	73,89	3,84
Banque Royale (RY)	66,10	-0,28	-0,42	18 668	10,39	67,00	54,51	2,68
Banque de Montréal (BMO)	66,79	-0,32	-0,48	11 113	9,74	67,85	56,74	2,96
Banque TD (TD)	90,63	-0,73	-0,80	14 883	8,21	92,25	78,05	3,40
CONSOM. DISCRÉTIONNAIRE	1 365,26	pts	-0,05		27,97			
▲ Le Château (CTU.A)	4,12	0,12	3,00	451	12,57	5,60	1,69	0,00
▲ Rona (RON)	11,10	0,30	2,78	2 765	4,03	13,04	9,25	0,14
▲ Dorel (DII.B)	36,50	0,50	1,39	267	1,53	45,05	31,20	1,20
▲ Uni-Select (UNS)	23,40	0,30	1,30	21	-1,02	26,20	18,80	